



## 15ème législature

<b>Question N° :</b> <b>43568</b>	De <b>M. Dominique Potier</b> ( Socialistes et apparentés - Meurthe-et-Moselle )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Transition écologique		<b>Ministère attributaire</b> > Transition écologique et cohésion des territoires
<b>Rubrique</b> > énergie et carburants	<b>Tête d'analyse</b> > Hausse des prix de l'énergie et des matières premières pour les industriels	<b>Analyse</b> > Hausse des prix de l'énergie et des matières premières pour les industriels.
Question publiée au JO le : <b>18/01/2022</b> Date de changement d'attribution : <b>21/05/2022</b> Date de renouvellement : <b>26/04/2022</b> Question retirée le : <b>21/06/2022</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

M. Dominique Potier interroge Mme la ministre de la transition écologique sur la hausse du prix de l'énergie et des matières premières énergétiques. Les industriels lui ont communiqué leur vive préoccupation face à ces hausses, qui renchérissent leurs coûts de production. En quelques semaines, le gaz naturel est passé de son prix historique de long terme de 15 à 20 euros par mégawatt-heure (MWh), sa moyenne historique de ces 15 dernières années, à près de 87 euros par MWh aujourd'hui. Soit une multiplication par 4 de son prix « ordinaire ». Et cette tendance se poursuit. Elle est essentiellement due à des désordres géopolitiques et à une demande en forte croissance. Dans le cadre des règles du marché européen, cette flambée du prix du gaz naturel a un impact direct sur le prix de l'électricité, passée elle aussi d'un prix ordinaire de 40 à 45 euros/MWh, proche du coût de production d'EDF, à plus de 212,98 euros/MWh le 6 janvier 2022. Enfin, le prix du charbon suit la même trajectoire puisqu'il est passé 60 dollars/t à plus de 140 dollars/t aujourd'hui. Ces hausses des prix des énergies viennent s'ajouter à la hausse prix du CO2, passée de 20 euros/t en 2020 à près de 80 euros/t aujourd'hui. Plutôt que de se dérouler selon un cours régulier, planifié et prévisible, la transition énergétique semble laissée aux mouvements de marchés très volatils et spéculatifs. Ces brutales variations de prix ne laissent, aux industries et à l'économie, que très peu de temps d'adaptation, laissant craindre de violents chocs pour l'emploi. Il demande quelles sont les réponses du Gouvernement à cet enjeu d'emploi et de souveraineté industrielle dans des secteurs stratégiques.